

Economie: le plan choc de Sarkozy s'il remporte 2017

En cas de victoire à la présidentielle, l'ancien chef de l'Etat mettra en place un contre-choc fiscal de 25 milliards d'euros, couplé à un vaste programme de privatisations pour désendetter le pays

Retour médiatique en force de Nicolas Sarkozy (*). Après la parution de son livre *La France pour la vie* – près de 70 000 exemplaires vendus en dix jours! –, l'ancien président de la République a donné, hier, une interview au quotidien économique *Les Echos*. Dans ce long entretien, Nicolas Sarkozy dévoile le programme économique qu'il compte mettre immédiatement en place s'il remporte la présidentielle en 2017.

Fiscalité

« Un contre-choc fiscal est indispensable [...] Un programme de baisse d'impôts et de charges sociales d'au moins 25 milliards d'euros devra être voté dès l'été 2017 [...] Je propose une baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu. Cette baisse bénéficierait à tous les contribuables pour leur impôt payé en 2018 [...] A cela, s'ajoutera, pour favoriser l'activité, [...] une baisse des charges sur le travail et la suppression de l'ISF. »

Baisse de charges

« Il faut transformer les 17 milliards du crédit impôt compétitivité et emploi (CICE) en véritable baisse de charges patronales. Ce dispositif est une usine à gaz [...] Il faut par ailleurs aller plus loin et réduire le coût du travail avec



Nicolas Sarkozy prévient pour son éventuel retour à l'Elysée: il va falloir travailler plus et surtout plus longtemps... (Photo AFP)

trois objectifs: passer à zéro charge au niveau du Smic [...], faciliter la sortie des 35 heures [...] réduire la charge pour les ménages qui ont recours à l'emploi à domicile. »

Fonctionnaires

« Il faudra rétablir la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite [...] l'imposer aux collectivités territoriales par une réforme de la Constitution [...] Il faudra

également donner de la souplesse [dans la fonction publique] en créant des contrats de cinq ans [et en rétablissant] le jour de carence. [...] Je proposerai de relever la durée hebdomadaire du travail de 35 à 37 heures, payées 37 bien sûr, de manière obligatoire, et de 37 à 39 heures pour les fonctionnaires qui le souhaitent. Quant aux enseignants du secondaire, je voudrais augmenter de 25 % leur temps de présence dans les établissements.

En échange, leur salaire devra être amélioré de 20 %... »

Allocations chômage

« Je souhaite que l'on conserve la règle de l'ouverture des droits, qui permet d'être indemnisé après quatre mois d'activité [...] et la durée maximale d'indemnisation, qui est de 24 mois. Mais en contrepartie, je souhaite que l'on introduise la dégressivité des allocations chômage [...]. Je propose de réduire de 20 % les allocations au bout de douze mois, puis de nouveau de 20 % au bout de 18 mois. »

Programme de privatisations

« Je suis favorable à ce que nous reprenions un programme de privatisations et de cessions des participations que détient l'Etat dans un certain nombre d'entreprises [Air France, Renault, EDF et La Poste], dont les recettes seront affectées à la réduction de [notre] dette publique. »

Retraites

« Dès l'été 2017, il y aura un projet de loi retraite pour repousser l'âge légal à 63 ans dès 2020 et 64 ans dès 2025. [...] Je supprimerai le compte pénibilité qui est une usine à gaz et une bombe à retardement en terme de coût pour les entreprises. [...] La ré-

forme des retraites que je propose s'appliquera [...] aux régimes spéciaux. Il faudra également aligner les règles de calcul des retraites des nouveaux fonctionnaires sur celles des salariés du secteur privé, donc sur les 25 dernières années, mais en y incluant les primes. »

Assurance-maladie

« Nous devons assumer de passer le taux moyen de remboursement de 76 % aujourd'hui à 73 %, avant prise en charge par les complémentaires [...] Il faudra également supprimer l'aide médicale d'Etat, dont le coût dérive depuis 2012. »

Allocations sociales

« Je souhaite que l'on revienne à un système dans lequel les droits ont comme contrepartie des devoirs [...] Il faut créer [...] une allocation sociale unique, qui remplacerait la prime d'activité, l'allocation logement et le RSA [...] Cette allocation serait ouverte à ceux qui ont un revenu modeste et à toutes les personnes sans activité. Pour ces dernières, elle serait suspendue au bout de six mois en cas de refus de prendre un travail ou une formation. »

1. Hier soir, pour parachever sa présence médiatique, Nicolas Sarkozy était l'invité de l'émission de France 2, « Des paroles et des actes ».



Par
**CLAUDE
WEILL**

Laisser tomber

A voir la classe politique et tout ce que la France compte de juristes, de philosophes et de grands esprits se déchirer autour de cette calamiteuse affaire de déchéance nationale, sous les yeux ébahis d'une opinion publique qui s'en fiche éperdument ou n'y comprend plus rien, on hésite entre l'ahurissement, l'accablement et le dégoût.

Peu importe, en définitive, que cette initiative ait procédé d'un sincère désir de sceller symboliquement la détermination et la cohésion de la Nation contre le terrorisme (version rose); ou bien, version noire, qu'il s'agisse d'une manœuvre politicienne visant à instrumentaliser au profit de François Hollande le climat d'union sacrée qui régnait au lendemain de la tragédie de novembre. Le résultat est là: après

« Pour un texte de deux lignes [...] cela constitue une manière de record. »

deux mois de polémiques, l'affaire laisse le pouvoir affaibli, la gauche et la droite divisées. La République chamboulée. L'union nationale sinistrée. Soit l'exact contraire du but recherché.

Si nos ennemis, du côté de Raqqa, observent à distance les convulsions de la politique française, ils doivent se frotter les mains. Ils sont bien les seuls. Pouvait-il d'ailleurs en être autrement? Sans doute l'exécutif a-t-il agi avec un consternant mélange de présomption et d'amateurisme, alternant avancées et esquives, mouvements de menton et reculades. Songez que nous en sommes déjà à la quatrième version en deux mois! Pour un texte de deux lignes – sans compter la loi d'application à venir, dont on ne connaît pas encore le contenu précis –, cela constitue une manière de record. Le fait est que le pouvoir n'a jamais réussi à se dépê-

trer du piège qu'il a lui-même fabriqué. Car vous pouvez tourner l'affaire dans tous les sens – et Dieu sait que les plus fins esprits s'y sont essayés –,

vous retombez toujours sur la même alternative: – ou bien la menace de déchéance vise les seuls binationaux. C'est-à-dire, pour mettre les points sur le « i », les Français issus de l'immigration. Et

c'est une mesure discriminatoire, dont la majorité des élus de gauche et une partie de la droite ne veut pas entendre parler;

– ou bien elle vise indifféremment mono et binationaux. Et peut donc aboutir à créer des apatrides – hypothèse qui avait d'abord été écartée par François Hollande et par Manuel Valls, et qui va contre un principe solennellement énoncé par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans les deux cas, c'est mettre à mal ces fameuses « valeurs » républicaines que l'on ne cesse, par ailleurs, d'invoquer et que la patrie des droits de l'homme entend incarner aux yeux du monde. On dira que tout ça est beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Qu'il ne s'agit au fond que d'une mesure symbolique. Mais les symboles, que l'on y croit vraiment ou qu'ils servent à habiller des causes moins glorieuses, c'est justement sur quoi les hommes sont les moins enclins à transiger. Alors, pour sortir d'un débat inextricable, de plus en plus pollué par les arrière-pensées et les calculs politiques, on ne voit guère qu'une solution raisonnable: laisser tomber.

Mais la raison a-t-elle encore sa place dans une bataille dont les protagonistes ne semblent plus avoir pour ambition que de sauver la face et de faire porter à l'autre la responsabilité de l'éventuel échec?

« Je ne savais pas que je vivais avec un écrivain »



Carla Bruni a commenté, hier sur RTL, la parution du livre de son mari. Fièvre des ventes de *La France pour la vie*, elle a expliqué ce bon démarrage par la sincérité et la rigueur de l'ancien président: « Il a travaillé, on ne l'a pas vu pendant deux mois. » Elle a affirmé l'avoir lu « d'un trait », confiant, qu'à sa lecture, elle « ne savait pas qu'elle vivait avec un écrivain ». Une formulation qui n'a pas manqué de faire réagir les réseaux sociaux.